

LA SATIRE SOCIOPOLITIQUE DANS L'ESTHETIQUE ROMANESQUE DE CHARLES DJUNGU SIMBA

Cas de *Cité 15 et On a échoué*

Par

Docteur Jacques MUKONKOLE Lukombe

Professeur Associé à l'I.S.P/Kisangani

Domaine : Littérature

***Corresponding Author : -**

RESUME : -

Cet article tente de prouver que Cité 15 et On a échoué sont des œuvres satiriques ; qui dénoncent les tares qui rongent les pays africains, en général et ceux de l'Afrique centrale, en particulier. En effet, Charles DJUNGU Simba démontre à travers ces œuvres, les réalités sociopolitiques de ces pays ; lesquelles contrastent avec les potentialités économiques et les ressources humaines dont regorgent la plupart des pays africains.

Leurs dirigeants se comportent en dictateur et « arriviste ». Ils procèdent par des méthodes fortes pour maintenir leur peuple dans la terreur, et dilapident les deniers publics. Par conséquent, les pays se meurent. Les infrastructures socio-économique de base font défaut, les arrestations arbitraires sont monnaie courante, le peuple vit dans la misère la plus criante, etc.

Afin de sortir de l'ornière, Charles DJUNGU Simba propose le changement de mentalité. Plutôt que de sombrer dans le défaitisme, les peuples africains doivent faire preuve d'auto prise en charge, de sens de responsabilité et d'esprit de créativité.

Mots clés : - Analyse, sociopolitique, esthétique, romanesque, satire

Abstract

This article attempts to prove that Cite 15 and We Failed are satirical works. They denounce the flaws that are eating away at African countries, in general and those of Central Africa, in particular. Indeed, Charles DJUNGU Simba demonstrates through these works, the socio-political realities of these countries; which contrast with the economic potential and human resources that most African countries abound.

Their leaders behave like dictators. They proceed by strong methods to keep their people in terror, and squander public funds. As a result, countries are dying. Basic socio-economic infrastructure is lacking, arbitrary arrests are commonplace, the people live in the most glaring misery, etc.

In order to get out of the rut, Charles DJUNGU Simba proposes the change of mentality. Rather than sink into defeatism, African peoples must show self-empowerment, a sense of responsibility and a spirit of creativity.

Keywords : - analysis, sociopolitics, aesthetics, novel, satire

INTRODUCTION

Le continent africain, en général et la République Démocratique du Congo en particulier, demeurent sous-développés, contrastant ainsi avec les potentialités économiques et les ressources humaines dont ils disposent.

Face à ce paradoxe, force est de savoir les raisons de cette situation déconcertante. La réponse à cette préoccupation est à chercher surtout au sein de la classe dirigeante des pays africains ; car, ces derniers ont instauré des régimes politiques fondés sur le mensonge, la terreur mais aussi du côté de la population elle-même, qui n'arrive pas à se prendre réellement en charge.

Le pouvoir dictatorial consiste à régner en maître absolu, à museler la presse et à étouffer l'opposition. Tout débat contradictoire sur la gestion de la « res-publica » est considéré comme une atteinte à la sûreté de l'Etat.

Plutôt que de s'occuper des problèmes de développement de leurs pays et du vécu de leurs peuples souvent exploités et chosifiés, les dirigeants africains passent leur temps à traquer les opposants, c'est-à-dire toute personne ayant une vision autre de la gestion du pays que celle du « père de la nation », du « Bâtitteur de la paix », du « Guide clairvoyant ».

Entre temps, les courtisans et autres thuriféraires dilapident impunément les deniers publics ou en jouissent à cœur joie au détriment de la majorité de la population. Les infrastructures socioéconomiques de base se détériorent à un rythme exponentiel alors que la population patauge dans une misère qui ne dit pas son nom.

C'est cette triste réalité décrite dans les deux œuvres sous analyse, par Charles DJUNGU SIMBA, témoin oculaire du drame des Zaïrois ou mieux des Congolais ; car, bien que plus de deux décennies se soient écoulées depuis la publication de ces ouvrages, il n'en demeure pas moins qu'ils soient toujours d'actualité aujourd'hui.

Au regard du tableau sociopolitique sombre brossé dans ces deux ouvrages, d'une part et des réalités vécues dans nos milieux, d'autre part, il y a lieu de se poser des questions suivantes :

- Quelle est l'image exacte des dirigeants africains au regard des réalités abordées dans Cite 15 et On a échoué de Charles DJUNGU Simba ?
- Qu'est ce qui justifie la pratique du pouvoir dictatorial dans les pays africains ?
- Et que faire pour redresser le cours du destin largement compromis par les tortionnaires qui tiennent les rênes du pouvoir en Afrique ?

Partant des préoccupations ci-dessus, nous présumons que :

- Cité 15 et On a échoué sont des œuvres sociopolitiques ou l'auteur fustigerait la dictature à travers les tares, qui rongent les pays africains en général, et ceux de l'Afrique centrale, en particulier ;
- La pratique du pouvoir dictatorial se justifierait par le fait que les autorités sont des « arrivistes », sans culture démocratique et les peuples qu'elles dirigent sont des résignés ;
- Le salut des Africains résiderait dans le changement des mentalités orientées vers l'auto-prise en charge, le sens de responsabilité et l'esprit de créativité.

En réalisant cette étude, nous voulons :

- Prouver que les deux romans sous étude sont des satires sociopolitiques ;
- Décrire la satire sociopolitique à travers ces œuvres, c'est-à-dire dénoncer les comportements affichés par les responsables politiques qui ne se soucient nullement du bien-être de la population et du développement des milieux sociaux ;
- Susciter ou éveiller une prise de conscience des peuples africains, en général et Congolais, en particulier sur leur sort afin de les inciter à réclamer dans la dignité, de véritables changements démocratiques et de meilleures conditions de vie.

Pour réaliser cette étude, nous avons recouru aux méthodes suivantes: structurale, sociocritique et d'analyse stylistique.

La méthode structurale, selon FOSSION et LAURENT (1961, p.64) consiste à entrer dans le jeu des corrélations textuelles, à s'y frayer un chemin. Chemin singulier qui n'est pas l'unique, car les corrélations textuelles sont de soi infinies.

Pour sa part, ABIBI (2008, p.46) indique que l'analyse structurale pratique l'immanence textuelle. Sa marche est orientée vers la recherche de la capacité des signes à véhiculer un message.

La méthode sociocritique, selon le même auteur réside dans l'identification et la description des rapports entre ce que l'œuvre d'art exprime et ce que la société évoque ; car la société existe et l'écrivain la décrit (Ibid. p.64).

Cette méthode a donc aidé à chercher le rapport entre le macrocosme et le microcosme, c'est-à-dire entre les réalités de la société et l'idéologie de l'auteur telle que contenue dans les textes d'étude.

A ce propos, FAYOLLE (1986, pp.224-225) énonce le principe selon lequel, il ne s'agit plus de chercher si le texte dit ou non la vérité sur la réalité sociale que le critique fait connaître à l'aide des documents, mais d'inventorier tout le savoir propre au texte lui-même et de le situer à sa place dans le réel.

Enfin, la méthode stylistique nous a permis de découvrir et de décoder les moyens stylistiques employés par Charles DJUNGU Simba dans ces deux œuvres pour véhiculer son message.

Outre l'introduction et la conclusion, cet article comprend trois parties à savoir les résumés des œuvres sous analyse, le réseau thématique ainsi que les antidotes. La deuxième partie est subdivisée à son tour en sous-thèmes, que nous aurons à découvrir dans les pages ultérieures.

I. RESUME DES DEUX OEUVRES SOUS ETUDE

I.1. CITE 15

Ce roman a pour sous-titre, « roman zaïrois ». L'auteur nous présente un pays imaginaire dénommé « Oyombokate ». Sa capitale, « Potopoto » ne peut pas loger décemment tous ses habitants. Les « laissés pour compte » du régime ont le choix entre peupler les cahots de Fula-Fula, squatter ou s'exiler.

En prévision de la future réinvestiture du camarade Président Félicité-Fortuné ARUMBAYARD, les autorités décident de rendre Poto-Poto belle. Son bidonville, Cité 15, réputé d'être un asile de tous les mécontents du régime, doit-être détruit. D'ailleurs ses habitants, les misérables de la ville ont eu l'arrogance de voter contre le camarade Président, Félicité-Fortunat ARUMBAYARD. Parmi eux, YOWANI, un jeune homme sans famille travaille à l'imprimerie nationale dirigée par KANDEM, frère du ministre de l'Information EBEBAH.

Dans cette ville où règne un climat de terreur, les miliciens armés et les officiels du parti pratiquent la loi de la jungle. Entre temps, le ministre de l'information, qui habite le quartier huppé de la ville, Poto-Poto, tombe amoureux de MATUTINA, une fille de la Cité 15.

En dépit des promesses mirobolantes du ministre de la faire sortir de ce trou noir de misère, la fille s'obstine à vivre dans cette entité. Le ministre soupçonne YOWANI d'entêter sa maitresse. Il le fait arrêter et le jette en prison.

Une révolte éclate dans le faubourg de Cité 15, le ministre est révoqué après les élections. YOWANI est libéré et Cité 15 survit grâce à l'action des dissidents.

I.2. On a échoué

Dans cette œuvre, l'auteur relate la révolte d'un groupe de jeunes Balilois. En effet, l'action se déroule dans un pays africain imaginaire dénommé la République du Bali. Ces jeunes se révoltent puisqu'ils sont victimes d'un régime « fasciste » établi dans leur pays. Ce régime est représenté par un homme, le grand Caïman, qui est le maître absolu du pays. Ces jeunes décident de renverser le pouvoir dictatorial en place et de prendre leur destin en main, estimant que le socle de pouvoir boudé par le peuple est bâti sur le mensonge, la corruption, la répartition inégale et injuste des richesses du pays. La lutte s'engage donc entre une petite classe de riches privilégiés prête à tout conserver leurs acquis d'une part, et la masse misérable qui subit la loi des premiers, d'autre part. Dans cette sorte d'enfer, le peuple recourt à tous les moyens qui lui semblent bons pour assurer sa survie.

II. LE RESEAU THEMATIQUE

Cette partie étudie l'organisation des thèmes en réseau afin de matérialiser la dimension satirique des ouvrages sous examen.

Les problèmes soulevés dans les deux œuvres, tant sur le plan social que politique seront examinés afin de trouver les homologies et les relations significatives avec les structures socio-politiques des milieux évoqués.

Ainsi, Charles DJUNGU Simba dénonce les tares des régimes politiques d'Oyombokate et du Bali tant sur le plan politique que social et finit par proposer quelques pistes pour un lendemain meilleur.

II.1. Les thèmes politiques

Sur le plan politique, la dictature, le néocolonialisme, la gabegie financière, le détournement... se trouvent sur la ligne de mire de l'auteur.

II.1.1. La dictature

Selon le Robert (2008), la dictature est une concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un individu, d'une assemblée, d'un parti ; organisation politique, caractérisée par cette concentration de pouvoir. »

Parmi ces manifestations concrètes, nous pouvons retenir ce qui suit comme le renseigne wikipedia (2013) :

« Le caractère absolu du pouvoir se caractérise notamment par l'absence de séparation de pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire). Cette confusion des pouvoirs peut être au profit de l'exécutif (cas le plus courant) ou au profit du législatif (régime d'assemblée). Il résulte aussi de l'absence de contrôle démocratique et d'élections libres (répression des opposants, le non-respect de la liberté de la presse...)

La dictature est un élément qui s'illustre différemment comme nous pouvons le remarquer ci-dessous :

II.1.2. Le parti unique

L'absence du multipartisme ou l'existence d'un parti unique est une réalité au Bali. Le narrateur le démontre dans ces passages:

« Le jour du rassemblement, le maire de Salambo faillit piquer une crise cardiaque ! La publicité qu'il avait faite, les panneaux géants que ses services avaient confectionnés et qui portaient des slogans à l'honneur du régime et de ses actions sociales, culturelles et politiques, les effigies du Grand Caïman sur les pagnes et les uniformes des militants du Parti unique, tout cela était noyé, phagocyté par le vrai message du peuple. » (On a échoué, p.7)

Le parti unique a existé en RDC, lors de la deuxième République. Le Mouvement Populaire de la Révolution, était devenu même Parti-Etat. Aucun autre parti n'était autorisé à fonctionner concurrentement avec le M.P.R.

Le système de parti unique ne tolère pas non plus le pluralisme médiatique. D'où la prise en otage de la presse. A ce sujet, l'Office Zaïrois de radio diffusion et de télévision était l'unique organe de presse audiovisuel qui détenait le monopole de la diffusion des informations.

II.1.3. Le musèlement de la presse

Sous la dictature, la presse n'est pas libre ; elle est muselée. Seule détient le monopole, la presse officielle. Tel est le cas au pays d'Oyombokate :

« Le camarade Kandem trône en maître sur les Imprimeries Nationales. A ce titre, il a la charge d'éditer le quotidien l'Eveil et l'hebdomadaire En avant, les deux seuls organes de presse autorisés à paraître sur toute l'étendue de la République Populaire et Démocratique d'Oyombokate. » (Cité 15, p.17)

Parlant d'un journal qui avait osé fustiger le pouvoir et ses tares, le narrateur dit :

« Le numéro en question des Nations Jeunes a été saisi et une menace d'interdiction plane sur les prochaines livraisons du mensuel d'information et d'opinion de l'intelligentsia de gauche de l'ancienne métropole. » (Ibid, p.33).

Cette censure a été également vécue en République Démocratique du Congo lors de la deuxième république. A ce sujet, Albert MBUYAMBA (Congoline, 2013) écrit :

« Léon MUKANDA Lunyama, journaliste et responsable du Journal « Renaissance », fut arrêté et son journal frappé d'interdiction de paraître en 1966-1967 pour avoir été le premier à s'attaquer à la politique tribalo-régionaliste de MOBUTU dès ses premières heures du pouvoir sur le terrain au Congo : « Vers l'Equatotorisation du Congo ».

Ce traitement dégradant dont la population est victime de la part de ses dirigeants est assimilé dans certaines circonstances à des actes de torture et d'arrestation arbitraire.

II.1.4. Les arrestations arbitraires et les tortures

C'est une des pratiques employées par les instruments du pouvoir dictatorial pour entretenir un climat de peur et /ou de terreur auprès des populations ou pour les dissuader à réclamer ses droits même les plus légitimes.

Dans l'univers romanesque de Charles DJUNGU Simba, cette pratique est de mise dans les pays africains post-coloniaux : « Quoiqu'il en soit, les jours qui suivirent, la police se livra avec sadisme à des arrestations arbitraires, histoire de venger la mort d'un des siens » (Cité 15, p.22.).

Des arrestations des personnes soupçonnées d'être opposées au pouvoir sont monnaie courante au pays d'Oyombokate.

Un professeur du secondaire, ami et bienfaiteur de Yowani tomba dans le filet des services de sécurité :

« Accusé de subvertir ses jeunes élèves par des propos anti révolutionnaires, il fut arrêté, torturé et expédié à Fulafula. On n'entendit plus jamais parler de lui. » (Idem, p.14).

Ce traitement inhumain de la population par le pouvoir traduit le manque de respect et de considération de la personne humaine. C'est ce que dénonce dans les cancrelats, CHIKAYA UTAM'SI, cité par ABIBI (ABIBI, 2008, p.73.) :

« Ici, on ne respecte personne (...) On piétine le peuple comme les insectes, nous les sans valeur (...) on nous tue comme les insectes ».

Quant à la torture, ce terme désigne tout acte par lequel, une douleur ou des souffrances aiguës sont intentionnellement infligées à une personne aux fins d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux (...).

La torture est décrite dans *Cité 15* en ces termes :

« Notre homme s'appelait Hodari, l'Emmerdeur. On se chuchote la nouvelle : ce serait semble-t-il, un rescapé du camp Fula-Fula, la prison de triste réputation où sont rééduqués les ennemis de la Révolution oyombokatoise. Une rééducation qui aboutit presque toujours à l'extinction « des élèves » (p.10).

Le pouvoir enivre dit-on, le dictateur se maintient au pouvoir. Pour le légitimer, il organise un simulacre d'élection.

II.1.5. Le truquage d'élection

Cette pratique est dénoncée dans le texte comme suit :

« Une semaine donc, pour évacuer mais dans trois jours les élections présidentielles se dérouleront. En fait, le renouvellement de la confiance populaire au Guide bien aimé, combattant suprême et fondateur unique de la Nouvelle République. (Ibid, p.15.)

On n'en veut pas ou bien si l'on s'engage, c'est pour organiser une élection où les résultats sont connus d'avance. Dans l'extrait ci-après, les élections sont tournées en dérision :

« Ecoute Yowani, si l'envie te prend de me répondre encore des « érections » présidentielles. C'est toi-même qui iras expliquer au camarade Président comment tes « l » se métamorphosent en « r » ! (Ibid, p.14).

Le régime autoritaire est toujours soutenu par l'armée et ses alliés occidentaux. Ces derniers tirent les ficelles dans l'ombre soutenant ainsi le dictateur dans ses dérives totalitaires et la mauvaise gestion de la chose publique.

II.1.6. Le néocolonialisme

Comme nous venons de le dire tantôt, les gouvernants n'agissent pas en solitaire. Ils sont appuyés par des puissances extérieures. C'est le phénomène du néocolonialisme. Les anciens colonisateurs profitent des richesses du pays à travers les dirigeants africains. On peut lire cela dans cet extrait :

« Il propulsa dans l'arène du pouvoir une meute de jouisseurs et des profiteurs (...) L'essentiel pour le Maître de jeu était le de continuer à traire la vache comme avant. » (On a échoué, pp.36-37).

La traite de la vache renvoie à la saignée du pays à blanc ou mieux à l'exploitation du pays par le pouvoir en place. Cette exploitation ne favorise nullement le développement du pays ; notamment la construction et la réhabilitation des infrastructures. L'argent qui aurait dû être utilisé pour les travaux de développement est détourné pour d'autres fins qui ne sont pas d'intérêt commun.

Cet autre extrait atteste cette doctrine politique et économique qui consiste en l'exploitation d'un pays au profit d'un autre par ses propres fils interposés :

« Nous voulons faire comprendre à tous les Balilois, surtout les paysans, qu'ils ont été utilisés, jusqu'ici, comme des cobayes pour toutes les aventures néo-colonialistes... » (On a échoué, p.64).

Comme on peut le constater, il est question ici de la lutte que mène le corba au profit de la population exploitée par ses propres dirigeants. Dans cette situation de confusion entretenue dans les hautes sphères du pouvoir, tous les mécanismes sont montés pour dilapider les deniers publics.

II.1.7. La gabegie

Il s'agit tout simplement d'un désordre, d'un gaspillage provenant d'une gestion défectueuse ou malhonnête.

En Afrique, les dictateurs se croyant intouchables, gèrent le pays à leur guise et disposent des richesses nationales à volonté. Ce comportement est décrié dans ces passages :

« Chaque année, le 13 décembre, toute la communauté balliloise de l'étranger vient boire, manger et danser aux frais de l'Etat balilois, à la sucrière » (Ibid, p.23.)

Au Zaïre de MOBUTU, toutes les fêtes dites nationales avaient toujours été célébrées avec faste. Des manifestations grandioses étaient organisées aux frais de l'Etat. Nous pouvons citer par exemple à la fête du 14 octobre, date anniversaire de sa naissance, le 24 novembre qui rappelait son accession à la magistrature suprême, le 20 mai, date de la création du MPR, son parti politique, le 30 juin, date anniversaire de l'indépendance du pays, le 17 mai, fête de l'armée nationale, etc. De nos jours, si toutes ces fêtes ne sont plus célébrées comme autrefois, des occasions ne manquent guère pour engager d'énormes dépenses aux frais officiels.

N'a-t-on pas vu, un gouvernement provincial prendre en charge un groupe de comédiens et autres chanteurs et danseurs réunis au sein d'un club associatif, chargé d'agrémenter des cérémonies officielles ou l'accueil d'une personnalité politique de haut rang comme cela fut le cas lors de la deuxième république ?

Ce mauvais comportement des dirigeants africains engendre des conséquences néfastes aussi bien sur le plan social qu'économique. Notamment le chômage, la misère ou la pauvreté, la corruption, la dépravation des mœurs ainsi que le délabrement des infrastructures de base.

Essayons de passer en revue quelques-unes des conséquences sus évoquées.

II.2. Les thèmes sociaux

Du point de vue social, le chômage, la misère ou la pauvreté, la dépravation des mœurs, la corruption et le délabrement des infrastructures sociales sont décriés dans ces œuvres.

II.2.1. Le chômage

Selon JEUGE & alii (2007, p.198.), « le chômage est un fait économique et social constitué par la population active inemployée ».

Il est un cancer qui gangrène la société, car, il est source de divers maux tel que le vol, le banditisme, la prostitution, le délaissement ou l'abandon des enfants, etc.

En Afrique, les sans-emplois se comptent par milliers sinon par millions. Dans Oyombokate » Charles DJUNGU Simba les qualifie de « grande armée ». C'est parmi eux, justement que se recrutent les bandits, les « kouluna » ou les jeunes bandits.

Dans cette œuvre, le narrateur parle implicitement du chômage et de ses conséquences à travers ces lignes :

« Où se dirigent-ils ? Peut-être à la recherche d'un emploi journalier ou à la quête d'une générosité, peut-être qu'ils vont faire les mille et un coups au port à l'aéroport ; ou qu'ils changent de bus à la clinique céleste pour aller envahir les artères de la ville hantée, terroriser les commerçants expatriés, fouiller de fond en comble leurs poubelles s'ils y arrivent avant la horde de chiens faméliques, de la cité. » (p.13).

II.2.2. La misère ou la pauvreté

La misère peut être comprise comme un état d'extrême pauvreté, de faiblesse, d'impuissance, conséquence du manque d'amour, de l'irresponsabilité de la société, des parents, de la discrimination sociale.

La misère qui sévit dans les pays africains est consécutive à la mauvaise politique des dirigeants au pouvoir.

« Notre gouvernement laisse mourir nos concitoyens, ne s'occupe guère de la santé, mais trouve primordial de faire des donations fabuleuses à des institutions occidentales. » (p.52)

Il suffit de considérer leur politique salariale pour s'en convaincre. Tel est le cas de la RDC où le salaire moyen d'un fonctionnaire de l'Etat ne lui permet pas de nouer les deux bouts du mois.

Cette réalité est tristement vécue par les populations qui peuplent l'univers romanesque des pays imaginaires décrits par l'auteur. Quelques concepts sont d'ailleurs évocateurs à travers ces passages :

« Aujourd'hui, le peuple est constipé de discours et de slogans. Mais son ventre est vide. La misère est partout, à chaque coin de la rue. » (Cité 15, p.38.)

Dans cet extrait, les concepts : discours », « slogans », « ventre », illustrent à suffisance l'état de dénuement, la misère du peuple. Celui-ci se fait gaver des discours, se permet d'entonner des slogans alors que son ventre est creux. Il est affamé et souffre d'une faim chronique.

Au Zaïre ou en RDC, n'a-t-on pas entonné des chansons et des slogans, promis monts et merveilles à la population à travers certaines politiques socioéconomiques ? Notamment « objectif 80 », « les cinq chantiers », « la révolution de la modernité » et depuis peu « le peuple d'abord », etc. Mais, paradoxalement, il n'y a pas d'emplois créés. La politique salariale du gouvernement n'existe qu'intentionnellement et semble se limiter aux discours pendant que les agents et fonctionnaires de l'Etat continuent à toucher un salaire dérisoire.

Dans « On a échoué », le narrateur nous fait voir la misère du peuple à la suite du pillage des ressources nationales par les gouvernants. Les mots ne tarissent pas pour les dénoncer comme l'attestent ces passages :

« Ces derniers temps, on le sait, les autorités baliloises ont repris une campagne de charme vers l'occident pour faire oublier l'image pourfendeur des droits de l'homme que leur régime avait acquise. Et aussi amadouer les bailleurs de fonds, les caisses de l'Etat étant vides. »

Le mot « vides » montre l'état de la trésorerie du pays. Les caisses de l'Etat étant vides, les autorités sollicitent l'aide au nom de la population, auprès des pays étrangers. Mais lorsque l'Occident libère cet argent, il va directement dans les poches des individus. Et l'on assiste à une situation dramatique où l'on a d'un côté une poignée d'hommes qui vivent dans l'opulence et de l'autre, une grande masse de la population abandonnée dans la pauvreté.

Parlant du pouvoir en place, l'un des personnages fustige son action dévastatrice sur le peuple en ces termes :

« Votre terrocratie à continuer à anémier tout un peuple, à piller à fond un pauvre pays, à constiper et à martyriser des milliers de consciences, à gâcher des vies... » (p.9)

Ceci dit, on comprend que la source de la misère ou de la pauvreté dans les pays africains, ce sont des dirigeants arrivistes qui n'ont aucune considération envers leurs propres populations. Les salaires de misère prédisposent les travailleurs à la corruption.

II.2.3. La dépravation des mœurs

Elle est généralement consécutive aux mauvaises conditions de vie.

« A Poto-poto, détail qui ne manque d'intérêt, quatre-vingt-dix pour cent de femmes qui se livrent à la prostitution sont des Ambote. Ce qui en dit long sur les conditions de vie particulièrement difficiles dans lesquelles croupissent la plupart des Ambote. » (Op.cit., p.9.)

Les mœurs étant dépravées, la société ne peut résister à la corruption quasiment généralisée.

II.2.4. La corruption

D'après JEUGE, I. & alii (op.cit., p.253), « la corruption est l'engagement d'une personne investie d'une autorité à agir contre les devoirs de sa charge ; c'est la soudoyer. »

La corruption est une réalité indéniable dans l'univers romanesque de Charles DJUNGU Simba. On peut le vérifier à travers quelques extraits de ses ouvrages :

« Et comme la chèvre ne broute que l'herbe de l'endroit où elle est attachée, selon un vieux proverbe antackallah, les professeurs de l'université officielle de Poto-Poto étaient de plus en plus tentés de se rabattre sur les poches trouées de leurs propres étudiants. » (Idem, p.66)

L'allusion à ce vieux proverbe montre les avantages malhonnêtes que peuvent tirer certaines personnes de leur statut professionnel. Il s'agit d'ailleurs d'une déviation ou une déformation de cette sagesse ancestrale qui, à l'origine, nous conviait à soigner toute activité qui nous permet de vivre honnêtement.

Si l'enseignement est miné par la corruption, l'administration publique et les services de sécurité n'en sont pas moins épargnés. L'extrait ci-contre témoigne de l'existence de cette pratique à Oyombokate :

« Yowani envisagea d'abord d'embrasser la carrière militaire, un ami l'en dissuada. Il lui fit voir comment s'obtenaient les galons et les grades dans l'armée soi-disant nationale. » (Idem, p.66).

L'armée nationale dans la plupart des pays africains est bâtie sur le socle tribal. Les officiers et autres gardes rapprochés sont recrutés au sein des membres de son entité administrative ou de son clan.

Outre la corruption matérielle, le mal qui gangrène la société est aussi d'ordre moral, car, le mensonge, la duplicité constitue la règle.

« Le plus affligeant pour moi c'est découvrir aujourd'hui que tu es non seulement incapable d'honorer ta parole et d'assumer ton sang, mais que tu es également capable de pires turpitudes pour gagner ton pain sur cette terre des hommes » (Idem, p.8)

Ou encore :

« Apprendre que tel indicateur ou que tel autre est flagorneur du système ne veut rien dire du tout ici. Presque tous les balilois se livrent à ce jeu depuis qu'ils ont compris que c'est le seul moyen de survie. » (Idem, p.21.)

La flatterie, les dénonciations calomnieuses, sont autant de moyens inventés pour gagner la vie par certains petits esprits bornés. Les clubs de soutien à certaines personnalités politiques, la formation de certaines associations n'a d'autre visée que la rétribution financière de la part du bénéficiaire de cet appui politique.

Lafontaine n'avait-il pas dit dans la fable « Le corbeau et le renard » :

« Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute. »

L'irresponsabilité politique, la gabegie financière occasionnent le délabrement total des infrastructures pour la plupart héritées de la colonisation.

II.2.5. Le délabrement des infrastructures

Les infrastructures sociales et économiques ne constituent nullement les préoccupations des dirigeants qui les laissent dans un état d'abandon total. Leur seul objectif est la jouissance du pouvoir.

La destruction des infrastructures contrarie le narrateur qui exprime sa déception ironiquement en ces termes :

« J'admire le plafond ou ce qu'il en reste avec tous les suintements des eaux diluviennes. En somme, je suis confus. » (p.39)

Suite au laxisme des dirigeants par rapport à l'amélioration des conditions de vie de la population, celle-ci émet des réserves quant à la nécessité même du paiement des taxes :

« Les bonnes consciences de Poto-Poto se sont plaintes auprès des édiles, des archontes et des échevins : Pourquoi continuer à payer des taxes si la ville ne fait que s'enlaidir » (Cité 15, p.21)

Face aux réalités sombres précédemment présentées, l'auteur propose quelques pistes de solutions pour tirer le peuple de sa souffrance : il s'agit principalement de la débrouille, la révolte, l'exil et la démocratie.

III. LES ANTIDOTES

III.1. La débrouille

C'est un système ou une pratique qui consiste à se tirer d'affaire. Etant donné que le peuple n'arrive pas à satisfaire ses besoins vitaux et fondamentaux, il est obligé de développer des mécanismes de survie. C'est ce qu'on peut lire dans ces passages :

« Ici, c'est vraiment le royaume de la débrouille, du possible, du chacun pour soi et dieu pour personne. Telle est donc la cité 15 ! Le chiffre 15 renvoyant à l'article 15 de la première constitution nationale qui, rapporte-t-on, stipulait ceci :

« Débrouillez-vous : c'est le secret de l'indépendance » (Idem, p.20).

L'article 15 de la constitution officialise la débrouille et de ce fait, « dédouane » les gouvernants de leurs responsabilités notamment celle de la politique de l'emploi susceptible d'offrir du travail à la population ou d'assurer en faveur de cette dernière, les meilleures conditions de vie.

En vertu de ce principe, les fonctionnaires de l'Etat du moins ceux qui sont avertis entreprennent des activités génératrices des recettes dont le petit commerce.

Il se fait que certaines personnes plutôt que de débrouiller comme le commun des mortels dans les pays africains, préfèrent s'exiler notamment en Europe, à la recherche de meilleures conditions de vie ou encore pour leur sécurité personnelle.

III.2. L'exil

La fuite de son pays pour l'étranger est motivée par des pratiques dictatoriales du pouvoir en place et aussi par la recherche d'un eldorado.

Au Bali, certains se sont exilés en Europe pour échapper à la furie des gouvernants :

« Tout le monde se méfie de tout le monde. Seuls sont à l'aise ceux qui ont juré de ne plus remettre les pieds au Bali (pour le moment seulement le temps de se faire remarquer dans l'Opposition avant de signer le pacte avec le diable et de rentrer au bercail, la queue entre les pattes, dans l'espoir d'attraper un poste ministériel, aussi longtemps que le Grand Caïman y fera régner sa loi. » (On a échoué, p.24).

En Afrique en général, et en RDC, en particulier, l'exil est une réalité vivante. L'histoire nous apprend que lors de la deuxième république, beaucoup de Congolais ont connu l'exil comme en témoigne DUNGIA (Congoline, op.cit).

Le Cardinal MALULA fut forcé de s'exiler à Rome pour avoir dénoncé dans une des Périodiques de l'Eglise catholique au Congo avec un rare courage, la politique mobutiste du « recours à l'authenticité » (Idem)

Certaines personnes plutôt que de s'exiler préfèrent mener leur lutte à l'intérieur du pays. A ce propos, MBUYAMBA, A, affirme que :

« L'originalité du combat de l'U.D.P.S a consisté à ne pas fuir le dictateur, à ne pas s'exiler à l'étranger, mais plutôt d'avoir choisi de combattre face à face, d'user face au dictateur, le discours critique et virulent, le dialogue malgré la répression et les arrestations sans cesse de membres par le pouvoir » (Ibid).

Il faudra signaler que l'U.D.P.S a toujours prôné la non-violence comme méthode de lutte démocratique.

Cependant, d'autres mouvements ou personnes optent pour la lutte armée ou la révolte comme moyen d'obtenir un changement de système ou de régime politique.

III.3. La révolte

La révolte est un moyen d'expression populaire pour dire « Non » à un système de gouvernance et d'exiger un autre mode de gestion du pays.

Dans *Cité 15*, le concept de révolte se concrétise par le refus de la population de voter de nouveau pour le camarade Félicité Arumbayard parce qu'il lui fait souffrir. C'est ainsi que lors du vote, elle n'a déposé que des bulletins verts, signe d'échec du candidat Président à sa propre succession. Celui-ci a rougi en apprenant sa désillusion :

« Le camarade Président est fou furieux. Lors du dépouillement du scrutin, ce ne sont que des bulletins verts qu'on a trouvés dans les urnes de la cité 15. » (p.46.).

Dans *On a échoué*, les employés de l'Etat accusent des mois de non-paiement de leurs salaires. Pour manifester leur mécontentement ou protester contre cet état de chose, ils se révoltent. Celle-ci se traduit par la grève. C'est ce qu'on peut le constater dans le domaine de la santé :

« Depuis dix mois, le Ministre de la santé promet de les payer, mais vers la fin de chaque mois, on leur envoie plutôt des miliciens bien armés pour prévenir tout mouvement de grève. » (pp.16-17)

Cette révolte a eu pour conséquence, la chute du régime au Bali. L'un des barons de ce régime l'a reconnu en ces termes : « J'ai fini par convaincre les gens du corba, le pouvoir s'arrache ! (...) J'ai pris toutes les dispositions pour faciliter la tâche aux maquisards du corba. A eux, maintenant de se montrer à la hauteur des espoirs qu'ils ont fait naître (...) nous autres, on a échoué. » (p.76.)

En Afrique, la révolte populaire a conduit à l'éviction de plusieurs dirigeants politiques. Tel est le cas de la Tunisie et de l'Egypte, en 2010 à la suite de ce qu'on a appelé « le printemps arabe ». Les présidents BEN ALHI et HOSNI ont été chassés du pouvoir.

En Libye, la rébellion contre le colonel Muámmar al-Kádháfi s'est transformée en guerre civile au cours de laquelle les forces de l'O.T.A.N. sont intervenues. Un Conseil national de transition fut rapidement instauré. La guerre prend fin avec la mort du Guide de la révolution en octobre 2011.

En République Démocratique du Congo, la révolte se traduit aussi régulièrement par des grèves dans plusieurs secteurs de la vie nationale. C'est le cas du personnel de la santé non-médecins, les professionnels de la santé ont suspendu leur travail depuis août 2021.

A l'enseignement supérieur et universitaire, les corps académique et scientifique ont déclenché la grève depuis le 5 janvier 2022, date de la reprise des cours pour l'année académique 2021-2022.

Une autre forme de révolte, c'est la lutte armée qui sévit notamment à l'Est de la RDC où prolifèrent divers groupes armés locaux et étrangers ainsi que des rebelles du M23 et ceux de l'Alliance des Forces Démocratiques, ADF.

Cependant, le mode de revendication ou mieux de changement politique accepté actuellement est la voie démocratique à savoir celle des urnes.

III.4. La démocratie

Selon JEUGE (p.302), « La démocratie est un régime politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté lui-même, sans l'intermédiaire d'un organe représentatif ou par représentants interposés. » La démocratie reste en soi une conquête. Voilà pourquoi un des membres du corba déclare ceci à Partante :

« Il faut extirper de nos paysans et villageois la mentalité de la fatalité. Les convaincre de croire en leur bonheur sur cette terre, pendant leur existence. » (p.65)

En démocratie, les droits du citoyens sont reconnus : droit à la vie, la liberté d'expression, de religion, d'association.

Dans l'œuvre précitée, Patanate exprime droit à travers ces propos, quelques idées à valeur démocratique :

« Maintenant, je sais que je suis un être humain comme tous les autres, un être qui doit se battre pour se faire une place au soleil et garder un peu de ce soleil dans le cœur afin de réchauffer ceux qui ne peuvent encore en bénéficier. Il faut que je m'engage concrètement à le faire. » (p.50.)

Quand un peuple prend conscience de ses droits, il les revendique en vue d'en jouir et ainsi faire triompher la dignité humaine. Cette lutte doit être menée de façon à aider ceux qui en sont privés de la recouvrer. C'est dans ce sens qu'il faut saluer le combat que mènent les activistes des droits de l'homme et la société civile dans son ensemble pour que cessent les violations flagrantes des droits humains par les représentants du pouvoir public.

CONCLUSION

Cet article a planché sur la satire socio-politique dans l'esthétique romanesque de Charles DJUNGU Simba. *Cas de Cité 15* et *On a échoué*.

L'analyse de ces deux œuvres s'est focalisée essentiellement sur le plan politique et socio-économique.

Sur le plan politique, l'écriture thématique de Charles DJUNGU Simba dénonce la dictature, le néocolonialisme, le détournement des deniers publics, les arrestations arbitraires ainsi que le torture.

Du point de vue socio-économique, l'auteur fustige la destruction des infrastructures, la misère ou la pauvreté, le chômage, et la corruption.

Face aux dérives totalitaires, l'auteur ne sombre pas dans le défaitisme. En effet, afin de faire face au pouvoir dictatorial, Charles DJUNGU Simba propose quelques antidotes. Il s'agit de la débrouille, la révolte, l'exil et la lutte pour la démocratie.

Nous pensons que ces dénonciations peuvent engendrer un changement de mentalité et susciter une prise de conscience populaire de façon à pousser les peuples à réclamer démocratiquement le respect de leurs droits fondamentaux.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] ABIBI, A.M., - *Initiation à l'analyse littéraire*, Kisangani, F.U.E.D, 2008
- *Techniques d'expression orale et écrite en français, Didactique du français Standard 2008*, Kisangani, F.U.E.D,
- [2] DJUNGU, S., - *Cité 15*, Paris, l'Harmattan, 1988.
- *On a échoué*, Paris, l'Harmattan, 2002.
- [3] FAYOLLE, R., *La critique*, Paris, Armand Colin, 1986.
- [4] FAME, N., *Les sources traditionnelles de la littérature écrite*, in Notre librairie, N° 99, janvier, 1990.
- [5] FOSSION, A. & LAURENT, J.P., *Pour comprendre les lectures nouvelles. Linguistique et pratiques textuelles*, Bruxelles, Paris, De Boeck, Du culot, 1961.
- [6] PAUL, P., *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Le Robert, 2008.
- [7] JEUGE & alii, *Le Petit Larousse illustré*, Paris, Larousse, 2007.
- [8] <http://www.congoline.com>
- [9] <http://www.Congoline.com/forum> 06/Buyamba01.hotm
- [10] <http://fr.Wikipedia.org/wiki/Dictature>